



Independent observer
of the Global Fund

Le Fonds mondial surpasse PEPFAR en matière d'engagement en faveur des populations clés selon une étude

Un nouveau [rapport d'enquête](#) (en anglais) compare l'engagement des populations clés africaines dans les processus de prise de décision des grands partenaires financiers. Le rapport est publié conjointement par les organisations [African Men for Sexual Health and Rights](#) (AMSHer), l'[African Sex Worker Alliance](#) (ASWA), [Gender DynamiX](#), et [TransBantu Association Zambia](#), et a été lancé lors de la 21e Conférence internationale sur le sida à Durban, en Afrique du Sud. Ses conclusions se fondent sur les résultats de l'enquête de AMSHer de novembre 2015, qui avait identifié des écarts significatifs en matière de participation des populations clés africaines dans le nouveau modèle de financement du Fonds mondial (voir [article de l'OFM](#)).

Le rapport est le fruit d'un examen rapide d'une enquête en ligne (99 réponses en provenance de 25 pays africains); de visites de sites à Nairobi (Kenya) et Lilongwe (Malawi); de groupes de discussion; et entretiens avec des informateurs clés dans six pays. La majorité des participants au sondage se sont identifiés comme représentant des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (n = 64), des personnes lesbiennes, gays et bisexuels (n = 59), et des personnes transgenres (n = 53), bien que la plupart des participants ayant répondu ont dit qu'ils représentaient multiple populations clés.

Les résultats révèlent que les niveaux d'engagement sont nettement plus élevés pour les notes conce

ptuelles du Fonds mondial qu'ils ne le

sont pour les plans opérationnels nationaux PEPFAR (PON) (figure 1). Dans l'ensemble, 33% des participants à l'enquête avaient été consultés sur une note co

nceptuelle du Fonds mondial contre seulement 19% qui avaient participé à un PON du PEPFAR. Les participants au sondage étaient également plus susceptibles d'apporter une co

ntribution dans les projets et les budgets des notes conceptuelles du Fonds mondial qu'ils ne l'étaient pour les PONs du PEPFAR.

Bien que la participation soit signalée comme plus élevée vis à vis du Fonds mondial que pour le PEPFAR, la « cascade d'engagements » du Fonds mondial est plus raide. Cela signifie que les populations clés qui sont consultées pour les notes conceptuelles du Fonds mondial sont plus susceptibles de « décrocher » du processus à mesure qu'elles progressent dans la contribution au développement de la note et du budget. Parmi ceux déjà consultés, seul un cinquième avait contribué à l'élaboration du budget dans les notes conceptuelles du Fonds, contre près d'un tiers pour les budgets du PON du PEPFAR. Cela pourrait indiquer que, si les processus du Fonds mondial semblent plus largement consultatifs, l'engagement dans les processus PEPFAR peut être plus significatif, puisque une plus grande proportion des personnes consultées fournissent des données contribuant aux documents et aux budgets.

Figure 1: Nombre de populations clés qui ont participé à diverses étapes de la consultation

En particulier, que ce soit pour le Fonds mondial ou le PEPFAR, les participants étaient de moins en moins impliqués au fur et à mesure que le processus avançait. Cela renforce l'idée répandue selon laquelle l'engagement des populations clés est souvent superficiel.

Le manque d'information explique aussi les faibles niveaux d'engagement des populations clés tant vis à vis du Fonds mondial que vis à vis du PEPFAR, ainsi que la différence entre les deux. Seulement 7% des participants à l'étude estiment qu'ils ont compris les outils et les processus du Fonds mondial contre 4% pour le PEPFAR. Ces deux chiffres sont extrêmement faibles. Les participants ont fait état d'une forte nécessité d'apprendre pour s'engager avec le Fonds mondial et le PEPFAR, y compris un déluge d'acronymes et de nouveaux outils et processus d'apprentissage. Le fait que cet engagement doit se faire dans une langue qui n'est pas celles des participants aggrave ces difficultés. Et puis, ont été identifiées des lacunes importantes dans les connaissances du budget.

L'accès à l'information implique de savoir comment et où demander de l'aide. Aidspan [a déjà eu l'occasion de signaler](#) que les représentants des populations clés sont moins susceptibles que les autres membres de la société civile de savoir qu'ils peuvent demander une assistance technique (AT) au département Communautés, Droits et Genre (CRG) du Fonds mondial. Cette barrière de connaissance se traduit directement par un accès limité au dispositif d'appui. L'enquête de AMSHeR a révélé que

seulement 3% (n = 3) des participants ont indiqué qu'ils avaient reçu une assistance technique du département CRG du Fonds mondial (Figure 2). Une proportion écrasante (47%) ne savait même pas qu'une AT du département GRG était disponible. Cela représente une légère amélioration par rapport aux résultats d'une [autre enquête](#) (en anglais) menée par l'Eastern Africa National Network of AIDS Service Organizations (EANNASO) six mois plus tôt, et qui avait révélé que 71% des populations clés ne connaissaient pas le programme d'assistance technique du CRG. Cela pourrait indiquer que la connaissance des populations clés des programme d'AT du département CRG s'améliore au fil du temps.

Figure 2: Connaissance et accès des populations clés à l'assistance technique du Fonds mondial

Le rapport d'enquête identifie deux autres facteurs possibles limitant la participation des populations clés en Afrique dans les processus du PEPFAR et du Fonds mondial : la disponibilité et la qualité des données sur ces communautés. Selon les participants, le nombre de personnes qui composent les communautés de population clés est largement sous-estimé, ce qui a des répercussions importantes sur la façon dont leurs voix sont entendues dans les espaces de négociation. Un participant du Kenya a soulevé des questions sur la façon dont l'estimation de 10.000 hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes au niveau national a été atteint. « Nous avons eu des différends sur la façon dont les données ont été collectées. Nous avons remis en question la source de leurs informations », dit Peter Njane, Directeur général de [Ishtar-MSM](#).

À l'appui des propos de Peter Njane, un [examen systématique](#) présenté lors de la 21e Conférence internationale sur le sida a confirmé que les populations clés se sont rarement impliquées de manière significative dans leurs propres études visant à estimer leur taille. Sur les 71 principales estimations de la taille de la population examinées, seulement 12 montraient des preuves de l'engagement des populations clés lors de la conception de l'étude.

Malgré les obstacles persistants rencontrés par les populations clés pour s'impliquer dans les processus du Fonds mondial et du PEPFAR, les participants insistent sur le fait que les progrès ne doivent pas être sous estimés. « Par rapport à il y deux ans, nous avançons » affirme un participant. La plupart ont exprimé un optimisme prudent, en disant qu'ils continueraient à participer, tout en affirmant qu'il reste encore beaucoup à faire pour tenir les promesses faites par le Fonds mondial, le PEPFAR et d'autres institutions internationales de financement en matière d'engagement.

« Je faisais autrefois partie de l'équipe du Fonds mondial qui a développé le nouveau modèle de financement », a déclaré Meg Davis, auteure principale du rapport d'enquête. « La recherche a confirmé mes meilleurs espoirs et mes pires craintes » a-t-elle poursuivi . « Nous avons constaté que les populations clés ont saisi l'occasion de participer pays après pays mais que beaucoup étaient hors jeu et tenues à l'écart lorsque le temps venait de réellement distribuer les fonds. Si les programmes nationaux sur le VIH ne font pas mieux pour financer directement le travail mené par les populations clés, il n'y aura pas de "fin du SIDA"- c'est tout. »

[Read More](#)
